

Étrennes venues de Berlin le 2 janvier 2017 : Le président de l'institut économique allemand IFO annonce que l'Italie pourrait quitter la zone euro et que le Bundestag pourrait refuser un plan de sauvetage.

Nos lecteurs ont sans doute fait la connaissance de Clemens Fuest, président de l'institut économique allemand IFO, en lisant la dernière analyse de Vincent Brousseau, [publiée ici même il y a une semaine](#).

C'est un nouveau pavé, bien lourd, que cet économiste très réputé outre-Rhin vient de lancer dans le marigot des eurolâtres en guise d'étrennes pour cette nouvelle année 2017.

Dans un article à paraître ce 2 janvier, mais dont les [meilleurs extraits ont été divulgués le jour de l'An par le très sérieux journal *Handelsblatt*](#), le président de l'IFO annonce rien moins :

- que l'Italie pourrait quitter la zone euro en 2017,
- que si tel n'était pas le cas, les députés allemands du Bundestag, soucieux de défendre les contribuables allemands, pourraient refuser un plan de sauvetage de la BCE et du "Mécanisme européen de stabilité" (MES),
- que, de toute façon, l'Union européenne est à la dérive vers le chacun pour soi...

Sur ces deux derniers points, notre économiste allemand parle non moins en expert que pour le premier. Notons deux points importants au passage :

a) - l'IFO a été fondé en 1949 sous la dénomination de "Informations und Forschungsstelle" (Direction de l'Information et de la Recherche) pour le suivi économique avec des fonds du Ministère bavarois de l'Intérieur. En 1993, il a ouvert une succursale à Dresde pour analyser l'intégration économique des deux parties de l'Allemagne réunifiée. Sous la présidence de Hans-Werner Sinn, l'IFO a ensuite été rattaché à l'université de Munich (LMU). (voir la [notice wikipedia en anglais](#)).

Sans être un organisme strictement gouvernemental, l'IFO est donc un organisme de recherche économique de nature parapublique ; il est donc plus que probable que Clemens Fuest a reçu le feu vert des plus hautes autorités allemandes pour jeter ces pavés dans la mare semaine après semaine.

Pour les gouvernants, cela s'appelle "envoyer des ballons d'essai". Il s'agit de mesurer la réaction des opinions publiques à des propos iconoclastes afin de préparer les esprits, tout en conservant hypocritement la faculté de désavouer officiellement les propos tenus en cas de tollé...

b) - le président de l'IFO envisage très sérieusement que l'Italie sorte de la zone euro... mais il ne précise pas comment.

En particulier, il ne mentionne pas ce point essentiel, à savoir qu'il n'existe aucune clause de sortie de l'euro dans les traités européens, et que la seule façon juridique de sortir de l'euro est de sortir en même temps de l'UE.

Ne serait-ce pas parce qu'il sait parfaitement cela que son propos se termine par une vision bien sombre de l'avenir de l'Union européenne justement ?

Je joins ci-dessous la traduction de l'article du *Handelsblatt* du 1er janvier, qui montre que les élites du monde économique et financier allemand sont désormais de plus en plus du même avis... que l'UPR !



Le patron de l'IFO Clemens Fuest

L'Italie pourrait quitter la zone euro

Date: 01/01/2017 18:17

Clemens Fuest souligne que l'actuel niveau de vie en Italie est retombé au niveau de ce qu'il était en 2000. Si cela ne change pas à l'avenir, le patron de l'IFO craint que le pays ne finisse par quitter la zone euro.

Berlin

Dans un entretien accordé au Tagesspiegel dans son édition à paraître ce lundi 2 janvier 2017, le patron de l'IFO Clemens Fuest craint que l'Italie ne finisse par se retirer de la zone euro. « Le niveau de richesse en Italie est retombé au niveau de l'an 2000. Si rien ne change, les Italiens finiront par dire : Nous ne voulons plus de cette zone euro ».

Selon lui, les problèmes persisteraient même si l'Italie devait appeler à la rescousse le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) https://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A9canisme_europ%C3%A9en_de_stabilit%C3%A9

« Avec l'approbation d'un plan de sauvetage pour l'Italie, le Bundestag serait conduit à imposer aux contribuables (allemands) des risques dont ils ne connaît pas le montant et qu'il ne peut pas contrôler », prévient Fuest.

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé l'éventualité d'un plan de sauvetage pour l'Italie, qui consisterait à racheter un nombre illimité d'obligations de l'État italien. Cependant, ce qui se trouve derrière la BCE, par l'intermédiaire des banques centrales nationales, ce sont les contribuables. « On pourrait bien sûr laisser à la BCE la décision d'accorder beaucoup de crédit à l'Italie » déclare Fuest. « Mais dans ces conditions, le Bundestag ne

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
serait probablement pas d'accord avec le programme du Mécanisme Européen de Stabilité (MES). »

Même sans une sortie de l'Italie, l'économiste considère que les développements en Europe ont atteint un stade critique. « L'Union européenne est à la dérive, de plus en plus vers le chacun pour soi », dit-il. « C'est déjà devenu clair avec le référendum sur le Brexit au Royaume-Uni. Mais maintenant on assiste également à une prise de distance de plus en plus d'États dans l'est de l'Europe. Ceci est dangereux, l'Europe a besoin maintenant de stabilité. ».
